

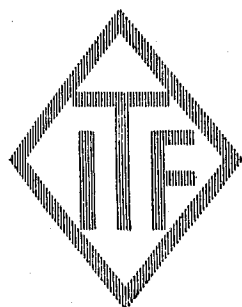
FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT

PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISATIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST

N°19
6ème année

Amsterdam, le 17 Septembre 1938



La tâche du Front al- (I.T.F.) Le Front allemand du tra-
lemand du travail. vail est une organisation semi-of-
Pousser à la guerre! ficielle pour l'agitation nazie
parmi les ouvriers allemands. Rare-

ment cette agitation a été plus difficile qu'aujourd'hui.

La dictature a ouvertement imposé le travail forcé:

300.000 ont été chassés de leurs usines et bureaux et doi-

vent peiner aux travaux de fortification 10,12, voire 15 heures par jour. Elle a décrété des salaires maximums; des fonctionnaires de l'Etat punissent les employeurs qui, cédant devant la pression de leurs ouvriers, accordent des suppléments de salaire. Il faut travailler jusqu'à n'en plus pouvoir; celui qui refuse de faire des heures supplémentaires, est accusé de sabotage et puni en conséquence.

Le peuple a peur d'une guerre, les masses tremblent devant les attaques aériennes et le blocus. Malgré cela, d'innombrables aspirent au jour où une guerre paralysera les bandes terroristes.

Le Front du travail se rend compte de l'indignation croissante. C'est pourquoi il a, par mesure de précaution, décommandé l'unique grande assemblée prévue, celle de la section du Bâtiment. Il lui a semblé trop risqué de réunir, comme l'intention en existait, quelques milliers d'ouvriers des travaux de fortification. Et au congrès des secrétaires du Front du Travail, tenu comme les autres années à Nuremberg, dans le cadre du congrès du parti nazi, le Dr. Ley qui y fit lire un discours, s'abstint soigneusement d'insister sur les questions qui préoccupent les ouvriers. Pas un mot sur les mouvements revendicatifs menés dans les entreprises, pas un mot sur le rythme outré du travail, pas un mot de regret devant l'accroissement continu du nombre des accidents. Le Dr. Ley se borna à indiquer que le "Concours professionnel national" avait abouti à une "augmentation de la production" (par un avilissement des taux aux pièces) et à faire communiquer que bien des entreprises demandent d'obtenir des diplômes pouvant leur être utiles lorsqu'elles prennent part à des adjudications de l'Etat.

Le discours principal à la session du Front du Travail fut prononcé par Hermann Göring. Hitler ne daigna pas paraître.

Il ne vaut guère la peine d'indiquer le bluff que Göring infligea à son auditoire. Le ministre de l'Economie nationale Funk, qui

Le Congrès général de la Fédération internationale des Ouvriers du Transport devant se réunir du 3 au 8 octobre (à Luxembourg), le prochain numéro de "Fascisme" ne paraîtra probablement qu'en date du 15 octobre.

devait parler après Göring, a renoncé à prendre la parole après avoir appris quel nonsens Göring allait débiter. Il ne pouvait pas ouvertement critiquer Göring; il ne lui restait donc qu'à se taire. Dans une séance non publique, il parla pour les "conseillers économiques régionaux" du parti nazi.

Le noyau du discours de Göring était de l'excitation à la guerre et la déclaration que l'orientation de réaction sociale s'accentuerait davantage. Les travaux forcés demeurent; l'ordonnance interdisant des augmentations de salaires reste en vigueur, la grasse continuera à être rare et les heures de travail seront prolongées encore plus. Il faudra travailler "10 heures et davantage". Ce qui n'a pas été possible pendant 5 ans, le Front du Travail devra à présent tenter de le réaliser d'un coup: briser chez les ouvriers allemands la résistance contre la guerre. Göring invita les secrétaires du Front allemand du Travail à persuader les ouvriers que l'Allemagne est invincible. Il fallait qu'ils deshabituât les esprits clairvoyants de formuler des critiques et les intelligents de réfléchir, car, ainsi Göring, "celui qui réfléchit beaucoup... est aussi le plus irresolu". Les propagandistes du Front du Travail n'ont qu'à faire le nécessaire pour les travailleurs dans les entreprises suivent Hitler "aveuglement" et pour qu'aucun aveugle ne devienne clairvoyant. Car ce n'est qu'avec des aveugles que Hitler ose commencer une guerre.

L'Allemagne n'est pas en mesure de résister à un blocus. Le recul des exportations-difficultés de ravitaillement.

(I.T.F.) Plus la notion se fait jour en Allemagne qu'une agression de la dictature contre un Etat voisin entraînera une guerre de longue haleine, plus les gens sont hantés par

le spectre des années de famine de la Grande Guerre. Des milliers de mères allemandes craignent que leurs enfants, si déjà ils échappent aux canons, mourront de faim à la suite d'un blocus. Il est vrai qu'Hitler a bluffé lors de la séance d'ouverture du Congrès du parti nazi en déclarant que "l'économie allemande sera edifiée de telle sorte qu'elle pourra à tout moment subsister tout à fait indépendamment d'autre pays. Nous y avons réussi. On peut dès à présent enterrer, comme une arme entièrement inefficace, toute pensée d'un blocus de l'Allemagne". (Völkischer Beobachter" du 7 septembre)

Voilà ce que les agitateurs nazis répéteront inlassablement pendant les mois à venir afin de maîtriser en Allemagne la peur de la guerre et d'en imposer à l'étranger. Il se peut que dans sa naïvete Hitler ait vraiment cru ce qu'il a fait lire. La réalité est tout autre. Les propagandistes nazis qui répètent le mythe de l'autarcie, trompent le peuple. Clairement et de manière objective, la "Deutsche Volkswirt", le grand périodique économique, porte-parole du Dr. Schacht, président de la Reichsbank, a constaté quatre jours avant la lecture du discours d'Hitler que l'Allemagne est économiquement dépendante de l'étranger: "Quelque attrayante que soit l'affirmation que le monde commence à se subdiviser en des territoires autarciques, les faits ne la confirment guère... Bien que le commerce mondial ait perdu en importance, ses oscillations continuent d'avoir dans tous les pays une influence plus ou moins déterminante sur la vie économique et notre pays qui est réduit à des importations de l'extérieur, demeurera pendant longtemps encore sensible aux influences provenant de la situation commerciale mondiale".

Les exportations reculent: "Pendant le premier semestre, le recul des exportations n'a été que de 3% en comparaison de l'année dernière... quelle sera cependant la suite? Les commandes de l'étranger ont sensiblement diminué dans la majorité des branches industrielles (allemandes). Pour autant que l'on dispose de chiffres, ceux-ci se trouvent de 1/3 jusqu'à 2/5 au-dessous de ceux de la même époque de l'année dernière. A la Foire de Leipzig, l'étranger a montré plus de réserves que ne justifiaient des considérations économiques". "Les importations allemandes étaient encore bien élevées pendant le premier semestre... Il faudra donc davantage se serrer la ceinture." Encore davantage!

L'Allemagne doit importer des vivres: Dans le périodique national-socialiste "Die deutsche Volkswirtschaft", Backe, le sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'Agriculture, constate: "il est un fait malgré tout, que nous devons encore importer de l'étranger de 15 à 20% de nos denrées alimentaires... Nous sommes encore dans une mesure extrême dépendants de l'étranger, par exemple en ce qui concerne les graisses. A l'heure qu'il est, nous devons importer 45% des quantités de graisse dont nous avons besoin. On peut constater somme toute, qu'actuellement encore le ravitaillement ne saurait être considéré comme assuré dans une

mesure suffisante de nos propres ressources. Avec cela, le problème deviendra à l'avenir plus difficile d'année en année. ("Die deutsche Volkswirtschaft" 1938 page 32).

C'est là un autre langage que les déclarations de Hitler. Les économistes allemands savent que l'Allemagne n'est pas en mesure de résister à un blocus. La masse du peuple allemand doit depuis des années s'imposer des restrictions pour permettre à la dictature les importations au profit du réarmement. Si la dictature déclenche vraiment une guerre, les masses auront faim. Seuls les profiteurs de guerre et les bonzes nazis, aux armoires à provisions bien garnies, auront de quoi manger à satiété.

Les femmes allemandes doivent tourner des obus.-----

(I.T.F.) Depuis le début de la mobilisation d'essai, un million et demi d'hommes se trouvent en Allemagne sous les armes, 370.000 font du service du travail, 300.000 au moins doivent peiner aux travaux de fortification des frontières. Un travailleur allemand sur dix a donc été appelé à faire du service. Dans les industries de guerre on embauche des femmes et des ouvriers étrangers pour remplacer les mobilisés. Les épouses d'hommes appelés sous les drapeaux ont souvent reçu, au lieu du secours auquel elles avaient droit l'ordre de se présenter à l'usine. Les femmes qui pendant la période, 1914 - 1918 avaient travaillé dans des fabriques de munitions, ont été invitées par les offices de placement à se présenter dans des établissements déterminés. Les protestations des femmes indignées n'ont trouvé aucun écho.

Afin de pouvoir maintenir la mobilisation, "une extension sensible de la main-d'oeuvre féminine" est nécessaire--ainsi écrit (dans le Angriff" du 26 août) le directeur adjoint de l'Office central du placement Il demande qu'on oblige à se présenter au travail 500.000 à 600.000 femmes mariées. Les Nazis escomptent que si les salaires des hommes sont bas et les secours insuffisants, les femmes afflueront au bureau de placement pour aller travailler dans les fabriques de munition afin de préserver leurs enfants de la faim.

L'orientation générale des employés et ouvriers allemands à l'étranger.

(I.T.F.) Les ouvriers et employés allemands habitant en dehors des frontières du Reich vont être l'objet d'un contrôle encore plus rigoureux. Vu que dans bien des pays, les actes politiques de terreur sont passibles de peine et que plus d'un Etat prend des mesures policières contre la terreur des Nazis, le contrôle politique des travailleurs allemands à l'étranger doit être camouflé sous un manteau "professionnel": le Front allemand du Travail va organiser d'"inoffensifs" concours professionnels pour ouvriers et employés allemands de tous âges. Lors d'épreuves éliminatoires il s'agira de vérifier "la valeur sportive et l'orientation (le texte se sert du terme militaire d'"alignement" idéologique" des participants. "L'examen sur l'orientation idéologique" pourra le mieux être fait par les dignitaires c'est-à-dire les chefs des sections locales du parti nazi. Les "concours professionnels" ne servent donc au fond pas à autre chose qu'à de la propagande politique nazie.

La communauté populaire des rations!-----

(I.T.F.) L'organe du Dr. Schacht propose l'émission de cartes pour les fruits!

"Der deutsche Volkswirt", le grand périodique économique allemand, écrit (le 2 septembre): "A l'heure qu'il est, ce n'est pas la marchandise qui cherche le client, mais c'est le client qui va à la recherche de la marchandise qui est rare. Le commerçant de détail ne la livre toutefois qu'à sa clientèle régulière dont il est sûr qu'elle achète chez lui, souvent et de manière permanente d'autres articles. Adroit, il s'excuse même de ce manège en disant qu'il empêche ainsi que l'on fasse des provisions des denrées dont il y a disette.

De quelle manière toutefois le client régulier privilégié, reçoit-il la marchandise que l'on se dispute? Il est rare qu'il soit tenu compte du nombre des personnes composant la famille et que la mère d'une famille nombreuse passe avant le riche célibataire. Il est rare aussi que chaque client régulier reçoive une part égale. Ce n'est pas sans faire de distinctions que le commerçant distribue "ses dons" mais il sait exactement qui achète chez lui souvent et beaucoup (!) et paie sans "récriminations" et il en tient compte en fixant la quote-part... On voit; ce n'est pas tant le client régulier qui est le veinard, mais on dit le "client régulier" et l'on veut dire le "bon client", c'est-à-dire le client aisé qui a assez d'argent pour acheter souvent et beaucoup,....

L'acheteur à la maigre bourse en sait long sur ce chapitre". Dans le "troisième Reich de la "Communauté populaire" les marchandises rares sont réservées aux riches; les "citoyens" pauvres peuvent eux se rincer l'oeil.

D'où indignation parmi la population: "Le peuple ne comprend pas que des combinaisons de marchandises faisant monter les prix sont possibles avec les articles dont il y a disette et que la clientèle "régulière" aisée, est privilégiée".

Pour apaiser les mécontents, le porte-parole du Dr. Schacht propose l'introduction de cartes de rations pour tous les articles dont il y a pénurie, pour commencer pour les fruits. "Que c'est là une chose possible la "Communauté populaire des rations de graisse" nous le démontre".....

Les ouvriers de la terre italiens en Allemagne. (I.T.F.) Les travailleurs agricoles italiens embauchés en Allemagne ont à supporter plus d'une déception. On leur a assuré en les embauchant que vu le taux des salaires payés en Allemagne, ils pourraient faire environ 40 marks d'économies par mois. Or, ils ont tôt fait de constater que de pareilles économies n'étaient possibles qu'en s'imposant le maximum de restrictions. Le "Frankfurter Zeitung", nous raconte, cas typique, que les Italiens travaillant dans une propriété allemande ont dû demander une nourriture plus sobre et moins coûteuse, afin d'être à même d'envoyer chez eux la somme sur laquelle ils avaient compte.

Toutefois, "le travail est astreignant pour eux, vu aussi qu'en partie... ils ne sont pas accoutumés au rythme accéléré du travail. Quelques-uns, s'étant aperçus qu'avec ce travail intensif la nourriture plus simple ne leur suffisait pas, se sont par la suite de nouveau décidés pour une alimentation un peu plus nourrissante" (Frankfurter Zeitung du 4 septembre 1938).

Ainsi des ouvriers peuvent, il est vrai, manger à leur faim mais ils ne peuvent plus envoyer/la somme qu'on avait fait miroiter à leurs yeux.
à leur famille

Journée de 14 heures (I.T.F.) Le parti national-socialiste hollandais publie un quotidien qui peut, en raison de son attitude politique, être considéré comme un organe du ministère allemand de la Propagande. Ce journal nazi parlait, le 30 août des expériences faites en Allemagne par un ouvrier du bâtiment hollandais: "A Uffingen, district de Wolfenbüttel dans le Brunswick, 650 hommes sont occupés à la construction d'une écluse. Il y a parmi ces ouvriers 22 de nos compatriotes et l'un d'eux nous a fait part de ses expériences. A Uffingen nous dit-il, on travaille ferme. On n'observe pas en général la journée de 8 heures. Ce compatriote a, cette dernière quinzaine, fourni 175 heures de travail".

Celui qui, comme cet ouvrier, fait des journées de 14 à 15 heures, soit 40 heures supplémentaires par semaine, peut "facilement envoyer chez lui 20 à 25 florins par semaine". Les embaucheurs nazis toutefois avaient promis aux ouvriers hollandais qu'avec les conditions de travail normales, c'est-à-dire en faisant 8 heures par jour, ils pourraient régulièrement faire de pareilles économies.

Le camp de "Teufelsmoor" (I.T.F.) Le Bureau de placement de Stettin avait procuré à des chômeurs pères de famille nombreuse du travail qui ne leur rapportait même pas autant que leur ancienne allocation de chômage. C'est pourquoi le Bureau se vit obligé de compléter le maigre salaire par une allocation familiale. Afin de faire l'économie de cette allocation, le Bureau procura aux ouvriers du travail aux pièces. Ils gagneraient un peu plus mais ils devraient se contenter d'une rétribution inférieure aux tarifs. Plus de 200 refusèrent ce travail rémunéré au-dessous du tarif. On les arrêta et on les envoya faire des travaux forcés en Frise orientale.

Des chômeurs de Prusse orientale travaillent au canal de Masurie à la construction d'un système d'inondations destiné à fonctionner en cas de guerre. Comme ouvriers terrassiers on leur paie 48 pfennigs l'heure; après déduction des retenues élevées et paiement de la "pension" dans leur baraquements, il leur reste, en travaillant jusqu'à 15 heures par jour, à peine 21 marks de revenu par semaine. Il leur faut au moins 5 marks pour s'acheter de quoi compléter la nourriture insuffisante qui leur est fournie. Les pères de famille nombreuse ne peuvent ainsi même pas envoyer chez eux le montant de l'allocation de chômage... Le Bureau de bienfaisance doit donc verser un supplément de secours. Il le fait une fois ou deux fois mais lorsque l'épouse revient trop souvent demander de l'aide, les autorités interviennent et l'ouvrier en question est envoyé

au camp correctionnel de "Teufelsmoor" (Mare au diable) près de Brema. Là on lui paie 3 marks d'argent de poche par semaine, le reste étant remis directement à la famille.

A "Teufelsmoor" il y eut à plusieurs reprises des mouvements de protestation. Une partie des récalcitrants ont été envoyés au camp de concentration de Weimar.

L'Autriche est mise au pillage. (I.T.F.) "Das schwarze Korps", l'hebdomadaire des S.S., écrit: "A voir bien des villages du Tyrol dirait qu'une guerre de trente ans, bien organisée et très civilisée, vient de passer. Il est vrai qu'il n'y a pas de ruines aux murs tout enfumés, mais le beurre a disparu et avec lui, la farine... Lorsque la partie du peuple frère (allemand) qui, tel une nuée de sauterelles s'abat pendant son voyage d'été (sur l'Autriche) est rentrée dans ses foyers, son Eminence Monsieur le curé se rend chez les gens et leur demande, l'un après l'autre, si tout de même les journaux n'ont pas eu raison autrefois... Et les paysans hochent la tête et doivent en toute honnêteté reconnaître que même dans leur cher Tyrol, avec ses alpages étendus et abondants, le beurre s'est fait rare... et on invective contre les caravanes organisées qui viennent du nord pour s'approvisionner et qui, sur leur passage, prennent et détruisent tout ce qui n'est pas solidement attaché". ("Das schwarze Korps" N° du 8 septembre 1938).

Les coopératives autrichiennes de consommation sous la croix gammée. (I.T.F.) Les Nazis ont décrété que les coopératives autrichiennes doivent faire disparaître de toutes leurs affiches, l'arc en ciel ainsi que les autres symboles indiquant le caractère universel du mouvement coopératif. Dans les peintures murales les nègres doivent être repeints et remplacés par des blancs.

Le chef de la coopérative centrale d'achats des coopératives autrichiennes, un nommé Strobl, resta en fonctions. Strobl avait été nommé à ce poste par la dictature catholique après l'anéantissement du mouvement syndical libre; pendant des années il s'afficha comme un coopérateur convaincu. En été 1936 encore il se laissa fêter comme tel par des représentants de l'Association coopérative internationale. A présent toutefois, il s'est trouvé que le digne monsieur avait en poche deux carnets d'adhésion, l'un comme membre du "Front patriotique" de Schuschnigg, l'autre comme membre du parti nazi, ennemi des coopérateurs!

(Voir "Sozialistischer Kampf", organe des socialistes autrichiens du 27 août 1938)

Les employeurs rivalisent (I.T.F.) Une grande partie des employeurs allemands s'efforce d'obtenir des commandes de la part des pouvoirs publics. Le Front allemand du travail profite de ce fait pour tâcher de contraindre les employeurs à exercer une plus forte pression politique sur leurs employés et ouvriers. Il a organisé un "concours de rendement des entreprises" et promet à ceux qui y prennent part des diplômes et des distinctions qui peuvent leur venir à point lorsqu'il s'agit de se faire passer des commandes par l'Etat.

Dans ce concours, le jury tient compte des normes que voici:

- 1°) La personne du chef d'entreprise.- Il s'agit de la réputation et du prestige dont l'intéressé jouit auprès de la population et de ses collègues; en outre de quelle famille il est et quelles sont les relations de celle-ci avec l'entreprise.
- 2°) L'organisation de l'entreprise.- Il est particulièrement tenu compte des mesures prises par le chef d'entreprise pour appuyer les plans économiques du gouvernement du Reich, notamment de la mesure dans laquelle il a recours à des matières de remplacement et à de nouveaux procédés pour les manufacturer.
- 3°) Service actif (!) de tous les salariés dans le mouvement. Il s'agit à ce propos de savoir jusqu'à quel point le chef d'entreprise et son personnel sont directement actifs dans le Parti et ses subdivisions ou indirectement au profit des œuvres sociales, telles que le Secours d'hiver et le "Bien-être populaire" etc.

Les employeurs qui attachent du prix à recevoir un diplôme doivent contraindre leurs ouvriers à se mettre pendant leurs heures de loisir au service d'organisations nazies et à verser "librement" en cas de collectes, des sommes démesurément élevées.

Ont seules la perspective d'obtenir une distinction, les entreprises dont la totalité des salariés payent des cotisations au Front allemand du Travail. Or, vu que les Juifs et les "non-aryens" n'ont pas

le droit d'adhérer au Front du Travail, les entreprises qui n'occupent pas de "non-aryens" ou les ont tous licenciés peuvent donc uniquement entrer en ligne de compte pour recevoir une distinction.

*) (Cahiers mensuels de politique sociale nationale-socialiste, organe du Front allemand du Travail N° du 10 août 1938)

Chaos dans les transports en Allemagne.-Fonctionnement des wagons-Camions requisitionnés.

(I.T.F.) "Der Deutsche Volkswirt", le grand périodique économique allemand, écrit dans son numéro du 9 septembre: "Les deux dernières années déjà, la Reichsbahn a rencontré de sérieuses difficultés pendant les mois de pleine saison, pour disposer du nombre voulu de wagons de marchandises. Cette année, l'écart entre les nécessités et les disponibilités s'est accentué davantage. Cette fois encore la Reichsbahn s'est adressée à la clientèle qui fait des expéditions, la priant de faire ce qui est en son pouvoir pour activer la circulation des wagons.

L'accélération de la circulation du matériel roulant dépend principalement d'une livraison aussi prompte que possible aux rampes des gares de marchandises et des chemins de fer industriels.

Le wagon de chemin de fer qui attend à la gare de marchandises ne peut être chargé que si l'entreprise qui expédie est à même de veiller à l'arrivage de ses produits. On sait qu'on se sert principalement à cet effet de camions automobiles dont à l'heure qu'il est il y a un manque dans plus d'une usine (attendu que les camions automobiles ont été requisitionnés au profit de l'armée.Red.) A cela s'ajoute le fait que la majorité des industriels disposent pas de suffisamment de main-d'oeuvre et que précisément pendant ces mois d'automne, le personnel voulu pour faire les livraisons fera défaut."

Au mois de juillet il y avait sur 1.000 wagons demandés par l'Association houillère de la Ruhr, 30 qui faisaient défaut. Dans les 3 premières semaines d'août la Reichsbahn ne pouvait déjà plus mettre à disposition 120 wagons par 1.000 wagons réclamés. ("Frankfurter Zeitung" du 3 septembre; voir aussi le supplément au présent numéro.)

Comment les Nazis ruinent l'école.(I.T.F.) ...L'armée et les industriels

le constatent avec effroi. "Lors d'une inscription de recrues en Allemagne occidentale, on a constaté l'absence complète de connaissances historiques convenables chez les élèves des écoles élémentaires et aussi chez ceux qui avaient parcouru l'enseignement secondaire"--ainsi écrit le "Deutsche Volkswirt" du 2 septembre. "On faisait de Charlemagne (qui vécut de 768 à 814) le roi de Prusse le plus connu (bien que la Prusse ne soit devenue un Royaume que 900 ans plus tard), de Bismark un ministre français des Affaires étrangères, du Baron von Stein (le réorganisateur de la Prusse après la victoire de Napoleon) le fondateur d'une école pour jeunes filles à Munster et enfin, de Paris...une ville de Westphalie. Toujours à nouveau il se trouva que les méthodes d'enseignement des écoles en question étaient à la base des connaissances defectueuses.. Cette image est complétée par des lettres venant des milieux industriels...On écrit par exemple que, dans une grande ville de Saxe, sur 160 jeunes gens ayant choisi, après l'école le métier de compositeur typographe, 120 durent être refusés pour connaissances insuffisantes de l'orthographe allemande. Ce sont là des symptômes qui doivent être pris très au sérieux par les milieux responsables de l'éducation populaire".

x x

x

Dans certains milieux on préconise l'idée d'une autonomie poussée pour la région de frontière bohémienne-morave de la République tchécoslovaque. Ces milieux ne semblent pas comprendre que pareille autonomie équivaldrait à la dictature du parti des Allemands des Sudètes, dépendant de Berlin, et partant à la fin de toute liberté culturelle et politique dans la région en question. Ils ne voient pas non plus que la perte de la liberté politique reviendrait pour les salariés, hommes et femmes, à un esclavage. Un syndicaliste sudète nous écrit à ce propos:

La menace qui pèse sur les ouvriers de la région des Sudètes.

(par un syndicaliste sudète)

(ITF) Les travailleurs de la région tchécoslovaque des Allemands des Sudètes se trouvent devant un tournant dans leur histoire. L'angoissante question n'est toujours pas tranchée de savoir si la dictature du pays voisin déclenchera une nouvelle et effroyable conflagration ou bien s'il sera mis un terme à la manière dont le fascisme fait rage en Europe. Si une guerre éclate, la région allemande de Tchécoslovaquie deviendra le théâtre des hostilités et les ruines de ses villes et de ses villages subsisteront dans une Europe modifiée d'où les dominateurs fascistes d'aujourd'hui auront été balayés. Toutefois, même si les puissances d'Europe occidentale réussissent à arrêter la poussée expansionniste du fascisme, une période de dure lutte attend les travailleurs de la région des Sudètes.

Le gouvernement conservateur britannique amené le gouvernement tchécoslovaque à faire au parti des Allemands des Sudètes, dépendant de Berlin, des concessions qui, si elles deviennent réalité, ne manqueront pas de faire sentir leurs effets aux travailleurs allemands de Tchécoslovaquie; cela non seulement sur le terrain politique et dans la forme d'une terreur non camouflée-- qui déjà à l'heure qu'il est se vit contre eux-- mais aussi sur le terrain social. Le parti des Allemands des Sudètes en effet ne réclame-t-il pas dans son memorandum l'autonomie nationale dans des régions allemandes déterminées, en d'autres mots l'autorité policière et l'instruction publique entre les mains des Nazis, l'autonomie financière et le droit d'instituer des camps de travail? Les ministères de l'Instruction Publique, de la Prévoyance Sociale et de l'Hygiène devront être abolis. En novembre 1937 encore M. Hennlein, le chef du parti des Allemands des Sudètes, s'est prononcé en principe pour l'existence de syndicats, fût-ce de syndicats jaunes "nazis". "Le parti politique (nazi) doit nécessairement avoir de l'influence au sein du mouvement syndical national". "La tâche du syndicat (national) doit être d'agir dans l'esprit de la communauté populaire et non pas selon l'idée de la lutte de classes". Aussi les syndicats nazis ont-ils déjà conclu avec des employeurs de la même orientation des contrats collectifs qui prévoient jusqu'à 30% de réductions de salaire. A l'heure qu'il est, le parti de Hennlein a déjà dépassé cette phase. Dans le temps, M. Hennlein ne pouvait pas savoir que son maître à Berlin prendrait la décision de menacer la Tchécoslovaquie d'une guerre si elle ne tenait pas compte des exigences totalitaires nazies. Aujourd'hui il en sait plus long. C'est pourquoi le nouveau programme henleiniste demande la dissolution de tous les syndicats et la création d'un Front du travail. En effet, les syndicats libres avec leurs relations internationales, étaient particulièrement incompatibles avec les principes de la communauté populaire. Ce serait le premier geste de vaste portée de "l'autonomie nationale" que de hâter la réalisation de la communauté populaire, par une interdiction des syndicats.

On peut dès à présent se rendre compte de l'aspect que présentera cette "communauté populaire". Messieurs les chefs d'entreprise nazis se sont déjà empressés de faire comprendre à leurs salariés (Gefolgschaft qu'ils ne se laissent gêner par aucun contrat collectif dans leur œuvre "d'édification". Les "citoyens" ouvriers n'ont aucun droit ni à une durée de travail maximum ni au paiement d'heures supplémentaires car le "chef" et ses "salariés" doivent s'entendre et collaborer. Celui qui ne "s'entend" pas avec son chef est jeté sur le pave. Lorsque des ouvriers se réunissent pour se concerter sur des questions qui les intéressent en commun, on leur interdit le droit au local de réunion. Où ceci n'est pas

possible un attroupement est mis en scène devant le local de réunion et on casse les vitres. Si la police intervient, on^{en} tire l'occasion de raconter au monde par la T.S.F. allemande comment sont maltraités les Allemands de Tchécoslovaquie. Un pareil incident s'est produit récemment dans la ville de frontière de Bodenbach, où les bandes armées des Sudètes ont voulu donner l'assaut à la Maison du Peuple où avait lieu une assemblée syndicale.

Les employeurs nazis mettent en scène des grèves dans leur propre usine pour trouver une occasion de révoquer les ouvriers organisés dans des syndicats libres.

Après tout ce qu'on a vu jusqu'ici, on sait que si une "autonomie nationale" était vraiment consentie aux henleinistes, il resterait bien peu de chose des conquêtes sociales arrachées par les travailleurs tchécoslovaques. A l'heure qu'il est déjà, les autorités mêmes ne réussissent plus dans le territoire des Sudètes à imposer le respect de la loi sur la journée de 8 heures. Dans l'industrie des transports il n'y a plus guère d'entreprises appartenant à un employeur nazi qui observent encore la loi. Jusqu'ici la loi et les contrats étaient encore reconnus au moins dans les entreprises dont le personnel est syndiqué grâce à la lutte incessante des syndicats; à présent la crainte des ouvriers devant la terreur des Nazis empêche souvent le syndicat d'intervenir.

La République tchécoslovaque possède une loi sur la création de conseils d'entreprise. Cette loi prévoit un droit de regard qui, bien que fort modeste, offusque les "chefs d'entreprise" nazis. A l'heure actuelle, ils profitent du "réveil" des "citoyens" allemands et par une pression impudente sur leurs personnels, ils imposent l'élection de jaunes dans les conseils. Cette tactique ne mène pas toujours au but et les Nazis doivent essayer plus d'un échec. Une fois "l'autonomie nationale" réalisée, on pourra, sur ce terrain aussi, faire du travail plus complet. Le maire nazi de la ville de Fischern a déclaré, il y a quelques jours, dans un discours fait publiquement au personnel municipal: "...Nous ne tolérerons pas à l'avenir que nos employés propagent dans l'exercice de leur profession, leurs conceptions étrangères à notre peuple et entravent ainsi notre oeuvre d'édification... Dans la communauté populaire les ennemis du peuple ne sont pas admis. Je prie d'en prendre note". En régime d'"autonomie nationale" il n'y aura plus de conseils d'entreprise librement élus par les ouvriers.

Point n'est besoin d'exposer, après ce qui précède, comment serait observé dans la pratique le droit d'association et de réunion, si "l'autonomie nationale" s'étendait à la police.

Actuellement déjà les employeurs s'opposent vivement au paiement des cotisations pour l'assurance-accidents et les assurances sociales, réglées en Tchécoslovaquie de manière favorable en comparaison d'autres Etats. C'est avec appréhension que l'on songe à ce que deviendraient les assurances sociales si les chefs nazis, qui sont sous l'emprise du patronat, tenaient les rênes dans le territoire des Sudètes.

Les travailleurs sudètes conscients et leurs organisations syndicale et politique ont réclamé dès le premier jour de l'existence de la République tchécoslovaque, l'égalité des droits des nations et un secours économique pour le territoire des Sudètes. Ils s'opposent toutefois à une "autonomie nationale" qui aboutirait à une autonomie du chauvinisme et compromettrait les avantages sur le terrain social, arrachés après de longues années de lutte.

x x
x

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME .

Le surmenage des cheminots allemands compromet la sécurité du trafic. (I.T.F.) Le harcèlement dont les cheminots allemands sont l'objet de la part de leurs supérieurs nazis, les met dans l'impossibilité d'observer les prescriptions devant assurer la sécurité de l'exploitation. Les cheminots allemands sont à tel point surmenés que, ainsi que le constate la direction régionale viennoise de la Reichsbahn, "dans le service de l'exploitation, des cas d'incurie se répètent ces derniers temps dans une mesure angoissante, dont la cause est à attribuer à un défaut de soins dans l'accomplissement du service. De graves et fréquents endommagements des voitures, la mise en danger de trains entrant ou sortant des gares par des manoeuvres contraires aux règlements, des arrivées sur de fausses voies, des véhicules se mettant à rouler seuls lors de manoeuvres etc. font ressortir que toujours à nouveau les règlements sur la sécurité de l'exploitation sont enfreints. Mais d'autres violations aussi des prescriptions, tels que le service defectueux des télégraphes et téléphones et le manque de précision dans l'observation des règles prévues pour le croisement des trains et pour la mise en service de trains-bis, doivent souvent être constatées." (Ordonnance de service Z 125 du 3 septembre 1938) - Dans les districts de frontière de l'ouest et du sud-ouest, il n'en est pas autrement. La mise à contribution à outrance du personnel des chemins de fer compromet la sécurité du trafic.

Goering à l'oeuvre (I.T.F.) Afin d'assurer la fortification des frontières de l'ouest et du sud-ouest, des centaines de milliers d'ouvriers ont été sortis de leurs entreprises ainsi que l'a reconnu Goering dans son discours du 10 septembre à Nuremberg. Les voies d'accès dans le territoire des fortifications sont embouteillées et les travailleurs surmenés. Le cas n'est pas rare que des cheminots sont obligés de fournir 30 heures de travail ininterrompu. Un chef de train qui, après avoir fourni 26 heures de service, reçut l'ordre de faire un nouveau voyage, protesta. Il dit que son état de fatigue était tel qu'il ne pouvait pas assumer la responsabilité pour la sécurité et la bonne marche du train. Ses supérieurs le menagèrent aussitôt de licenciement et de punition. - La Reichsbahn a concentré dans le district de Trèves-Sarrebruck, une grande partie du parc d'automobiles du Reich entier. Les chauffeurs doivent rester au volant de leur camion, jusqu'à 120 heures par semaine.

En Autriche la "Mitropa" supplante la Compagnie des Wagons-Lits. (I.T.F.) Avec l'entrée en vigueur de l'horaire d'hiver, la "Mitropa" allemande se chargera de la circulation des wagons-lits en Autriche. La Compagnie internationale des wagons-lits de Paris est éliminée.

On voit qu'il n'a servi à rien au directeur général de la Compagnie des wagons-lits de payer à son personnel une "gratification" au moment de l'annexion de l'Autriche par les Nazis. (Voir le supplément au numéro du 30 avril 1938)

La Reichsbahn n'est pas à la hauteur de sa tâche. (I.T.F.) La Reichsbahn n'arrive plus à faire face à l'affluence du trafic. Son organe officiel, la "Reichsbahn" écrit le 31 août que le trafic-voyageurs "pose des exigences si élevées au personnel et au matériel roulant que des restrictions des services de trains spéciaux ont été inevitables. L'effet en a été la plupart du temps que les trains rapides de l'horaire régulier étaient plus que bondés."

Dans le trafic-marchandises "les gares plus que pleines donnent lieu à des interruptions temporaires du trafic. Le matériel roulant a été singulièrement mis à contribution, de sorte qu'il y avait pénurie notamment de wagons ouverts et que des mesures radicales ont dû être prises.

La surcharge continue dans les districts du sud et de l'ouest (à la suite des transports de troupes et des transports de matériaux à destination des travaux de fortification -Red.) et l'accumulation de fret qui en découle, ont contraint de prendre des mesures passagères de refus de fret.

La Reichsbahn n'était pas à la hauteur de sa tâche, lors de la mobilisation d'essai.

(Pour les redactions: Voir aussi ailleurs dans ce numéro.)